

**Chine - Droits de l'Homme - Tibet -
Réponse de M. Jean-Marc Ayrault,
ministre des affaires étrangères et
du développement international, à
une question écrite au Sénat**
(Paris, 05 janvier 2017)

La France exprime régulièrement ses préoccupations à l'égard de la situation des droits de l'Homme au Tibet comme dans le reste de la Chine publiquement et dans le cadre de ses contacts bilatéraux avec les autorités chinoises. Elle rappelle son attachement à la préservation de l'identité culturelle et du patrimoine tibétain dont la ville de Larung Gar fait partie intégrante ainsi qu'au respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, en particulier la liberté d'expression, de religion ou de conviction.

La France participe activement à la préparation des échanges UE-Chine sur ces questions. La dernière session du dialogue UE-Chine sur les droits de l'Homme, qui a eu lieu en novembre 2015, a été l'occasion de rappeler nos préoccupations. Lors de la 31ème session du Conseil des droits de l'Homme des Nations unies, en mars 2016, l'Union européenne a appelé la Chine à promouvoir le dialogue avec les différents groupes ethniques, notamment au Tibet./.

(Source : site Internet du Sénat)